

GWP-Central Africa en Action

Rapport D'activités 2023



NOTRE RÉSEAU

À Propos du GWP-CAf

Créé en 1996, le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) est un réseau d'action multipartite, à but non lucratif, qui a pour vocation de travailler avec les parties prenantes pour une gestion équitable, durable et efficiente des ressources en eau. Le GWP compte plus de 3 000 organisations partenaires dans plus de 180 pays. Ce réseau, de plus de 85 Partenariats Nationaux de l'Eau et 13 Partenariats Régionaux de l'Eau, mobilise et facilite l'action coordonnée des acteurs étatiques et non étatiques. Défenseur de longue date de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), nous apprenons de l'expérience de mise en œuvre des interventions au niveau local que nous apportons à notre Réseau et aux agendas de développement à différents niveaux. Le Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf), l'un des treize Partenariats Régionaux de l'Eau, a démarré ses activités en Afrique centrale en 2004 comme Comité Technique Afrique centrale (GWP-CAFTAC).

En 2008, le Partenariat régional de l'Eau de l'Afrique centrale, GWP-CAf, a été formellement constitué. À ce jour, le GWP-CAf sur un potentiel de sept (7) pays, a contribué à la création de cinq (05) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans cinq pays de la sous-région, à savoir : le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le réseau du GWP en Afrique centrale est composé de 201 partenaires tant publics que privés issus de six pays d'Afrique centrale. Le GWP-CAf est une organisation non gouvernementale, apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, ouverte à toutes les institutions, organisations, associations et tous les centres de recherche, qui reconnaissent et promeuvent les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en Afrique centrale. Dans sa vision pour la stratégie 2020-2025, qui est celle d'une « Afrique centrale où la sécurité en eau est assurée », le GWP-CAf s'est donné pour mission de « soutenir le développement durable à travers la promotion et la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique centrale ».

Les Partenaires du Réseau Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf)

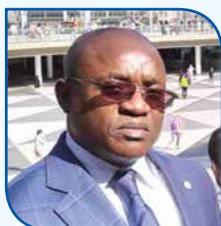
PAYS	PNE/INSTITUTIONS	PARTENAIRES
CAMEROUN	PNE	88
CENTRAFRIQUE	PNE	26
CONGO	PNE	44
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	PNE	24
TCHAD	PNE	16
GABON		3
Partenaires stratégiques	CEEAC	
	CBLT	
	CICOS	
TOTAL		204

Table des matières

Carte du Réseau GWP-CAF	2
À Propos du GWP-CAF	3
Les Partenaires Du Réseau Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAF)	4
Table des Matières	5
Les Membres du Réseau GWP-CAF	6
Les Partenariats Nationaux de L'Eau (PNEs)	7
L'équipe du Secrétariat Régional	8
Acronymes, Abréviations et Sigles	9
Mot du Président Régional	10
Les Objectifs Stratégiques	14
Les Activités du Core	16
Programme de Préparation pour le Fonds Vert pour Le Climat (GCF Readiness) en République Centrafricaine	26
Programme de Leadership Mondial de L'Eau dans un Climat en Évolution (GWL) en République Centrafricaine	30
La Prise en compte du genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	32
Programme Eau, Climat, Développement – Genre (WACDEP-G)	33
Portrait : Le GWP-Afrique Centrale a un nouveau Président Régional	39
Rapport Financier	40
Remerciements	42

Les membres du réseau GWP-CAF

L'Assemblée Générale approuve la candidature du président du GWP-CAF pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois. Elle désigne aussi les membres du Comité de Pilotage ainsi que le Président du Comité Scientifique et Technique sur proposition du Président du GWP-CAF.



Sylvain GUEBANDA
Président, GWP-CAF



Hervé DIDAS AMBOULOU
Président PNE Congo



Valdemira TAVARES
Présidente,
PNA Sao Tomé & Principe



Barnabé FALIBAI
Président, PNE
République centrafricaine



Jacqueline MBOCKSI
Présidente
GWP-Cameroun



Djamal Abdel-Nassir Chérif
Président, PNE -Tchad



Sandra BRUEHLMANN
Network Officer, GWPO



Prime NGABONZIZA
Représentant de la CEEAC



Bandiougou DIAWARA
(UNESCO) Représentant
des Partenaires Techniques
et Financiers



Rohallati NDARA
(CBLT) Représentant
des OBT



Catherine DJIMET
Représentante
des Organisations de
la Société Civile



Michèle NKEN
(RECOJAC)
Représentante
de la Jeunesse



Chicher PIRES
(Société des Eaux de Sao Tomé)
Représentant des operateurs

Les Partenariats Nationaux de l'eau (PNEs)

PNE	SECRÉTAIRES EXÉCUTIFS	SIÈGE
CAMEROUN		Yaoundé
CENTRAFRIQUE	Sekou GARY	Bangui
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	Carlos GOMES	Sao Tomé
CONGO	Gloria Frida OKYEMOU	Brazzaville
TCHAD	Djimrambaye Amour DJEKILA	N'Djamena

L'équipe du Secrétariat Regional

Le Secrétariat Régional est abrité par le Cameroun, précisément à Yaoundé. Il est constitué d'une équipe de huit membres du personnel, y compris l'équipe des projets GCF Readiness et le Leadership Mondial dans en Climat en Evolution (GWL), basée en République Centrafricaine. Le secrétariat régional est dirigé par le secrétaire exécutif sous la direction du Comité de pilotage. Ci-dessous, les membres du personnel:



Djibrilla MOHAMADOU

Sécretaire Exécutif



Victorine KOME

Responsable Administrative
et financière



Samyra AMABO

Chargée de la communication
Gestion des connaissances



Murielle ELOUGA ZOBA

Chargée du Programme
WACDEP-G



**Bertrand-Blaise
NZANGA**

Coordonnateur du Programme
GCF Readiness en RCA



Crésus KODONGO NDROU

Chargé du Programme,
GWL en RCA



NGO Juliet Ayennica

Assistante administrative
et financière, GWP-CAF



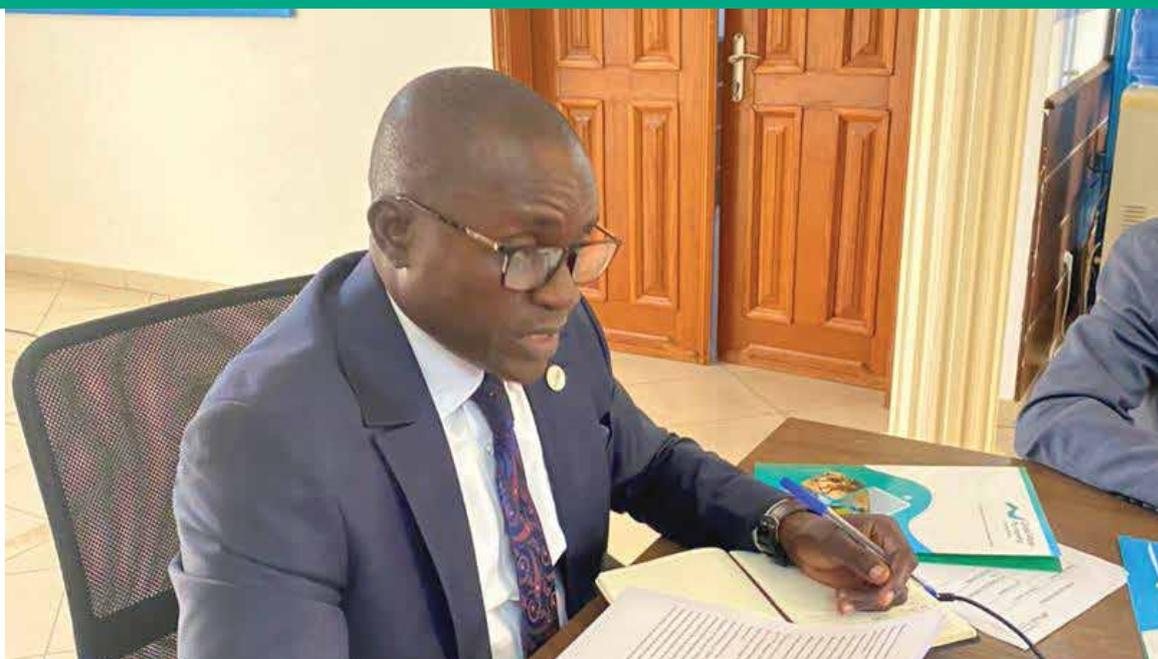
BIANRA MOHAMED Socrates

Assistant Technique
WACDEP-G

Acronyme/Sigle et Abréviations

AMCOW	Conseil des Ministres Africains Chargés de L'eau
AND	Autorité Nationale Désignée
AIP	Programme d'Investissement en Afrique
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEEAC	Communauté Economique des États de l'Afrique centrale
COFIL	Comité de Pilotage
DGRE	Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Energie de Sao Tomé-et-Principe
FVC	Fonds Vert pour le Climat
FCDO	Foreign, Commonwealth and Development Office
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GWL	Global Water Leadership in a Changing Climate
JIF	Journée Internationale de la Femme
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement Durable
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ODD	Objectifs de Développement Durable
PNACC	Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques
PNE-STP	Partenariat National de l'Eau de Sao Tomé-et-Principe
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOJAC	Réseau Eau et Climat des Organisations de Jeunes d'Afrique centrale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
WACDEP-G	Programme Eau, Climat, Développement -Genre
WWF	Worldwide Fund for Nature

Mot du Président Régional



Chers Partenaires,

Je voudrais tout d'abord au nom du Partenariat Mondial de l'Eau (GWPO), et particulièrement au nom du GWP-CAf, exprimer toute ma gratitude pour votre disponibilité et l'intérêt que vous portez à la sécurité en eau en Afrique centrale.

Permettez-moi également d'exprimer ma sincère gratitude à l'endroit du GWPO dont l'appui financier et technique a été crucial et sans faille pour la concrétisation des activités dont nous vous présenterons les résultats. L'année 2023 est une année mémorable pour nous, car le réseau GWP entame la deuxième moitié de sa stratégie 2020-2025 pour assurer la sécurité en eau dans le monde entier.

Des défis ont été rencontrés certes ; cependant, il n'en demeure pas moins que le réseau n'a ménagé aucun effort pour atteindre des résultats satisfaisants malgré les multiples contraintes et difficultés. Pour ce faire, je nous en félicite très vivement.

En ce qui concerne **l'Axe 1** :

Nous Mobilisons

Des avancées notables peuvent être relevées parmi lesquelles :

- GWP CAf a pu ouvrir son compte bancaire et l'installation + formation du logiciel comptable est en cours ;
- La révision du manuel de procédures de GWP-CAf pour l'harmoniser avec celui de GWPO ;
- Amendement de la Lettre d'Accord avec la CBLT pour la poursuite de l'appui du GWP-CAf à la mise en œuvre de son projet GEF avec PNUD.
- Reprise de la collaboration avec la CEEAC après une longue absence à la suite de la réforme institutionnelle de cette dernière ;

Dans **L'Axe 2**,

Nous Agissons,

Nous avons enregistré également d'importants résultats, entre autres :

- L'élaboration de la stratégie de réponse aux quatre obstacles clés identifiés dans le cadre du programme Global Water Leadership (GWL) en RCA;
- La finalisation du programme de formation sur les procédures du Fonds Vert pour le Climat et la préparation de 2 notes conceptuelles à soumettre au Fonds Vert pour le Climat dans le cadre du projet de Readiness en RCA;
- L'appui de 6 pays sur les 7 de la région (excepté la Guinée Equatoriale) au reporting sur l'indicateur 6.5.1 des ODDs ;
- L'appui à la mise en œuvre du projet GEF de la CBLT pour l'amélioration de la gestion de du Lac Tchad (processus de révision de la loi cadre sur l'eau du Cameroun, suivi de la mise en œuvre des AGRs par les ONGs locales des 5 pays du bassin, Capitalisation des initiatives du projet) ;
- Élaboration et soumission de la proposition détaillée du projet de Système d'Alerte Précoce & GIRE élaborée avec la CBLT et l'OMM ;
- Préparation d'un projet de Readiness multi-pays où 3 pays de la région sont concernés (Congo, RCA, Tchad).



Dans l'**Axe 3**,

Nous Apprenons,

cet axe concerne principalement la collaboration avec d'autres régions du GWP, la communication et gestion de connaissance.

Les actions suivantes ont été menées :

- L'édition des produits de connaissance élaborés dans le cadre de la première phase du WACDEP-G et leur diffusion ;
- L'appui de 2 jeunes à l'élaboration de leur mémoire de Master ;
- La mise en place d'une plateforme de partage d'expériences entre les régions mettant en œuvre les programmes de Readiness pour la diffusion des bonnes pratiques ;
- La production d'un document de capitalisation du projet GEF en implémentation par la CBLT.

Chers Partenaires,

Comme je l'ai présenté dans mes propos liminaires, cette année aura été particulière pour le GWP-CAf à plusieurs égards :

- La réduction du financement du CORE en raison des changements en cours au secrétariat mondial, ce qui a exercé une pression financière, car d'autres options ont dû être exploitées pour couvrir certains postes financés par le CORE ;
- Le délai entre la conclusion de la phase 1 du programme WACDEP-G et la confirmation de la mise en œuvre de la phase 2 a été plus long que prévu. Cela a ralenti la fréquence des activités et limité le personnel, car la plupart des stagiaires y sont recrutés pour soutenir le projet et le secrétariat ;
- L'absence de secrétaires exécutifs pour les PNEs au Tchad et au Cameroun a ralenti la mise en œuvre des activités dans ces pays. Un secrétaire exécutif n'a été recruté pour le PNE Tchad qu'au cours du dernier trimestre de l'année.

Nous clôturons cette année, conscients des riches leçons qu'elle nous a enseignées avec pour ambitions de relever les défis rencontrés.

Pour l'année 2024, nous comptons capitaliser nos acquis et étendre notre savoir et nos activités pour continuer d'opérationnaliser la stratégie 2020-2025.

**Chers Partenaires,**

Conformément aux statuts de l'organisation, cette année marque la dernière année de mon mandat de quatre ans en tant que Président régional du GWP-CAf. Ce fut un honneur de soutenir le GWP-CAf dans sa mission d'assurer la sécurité de l'eau en Afrique centrale. Les défis sont encore nombreux, mais les progrès sont évidents et méritent d'être applaudis. Je voudrais remercier les membres du Comité de pilotage pour m'avoir confié le titre de président, le personnel du secrétariat, les partenaires et le GWPO pour leur travail acharné et leur soutien. À mon successeur, je présente tous mes vœux de réussite et de soutien de la part de tous les membres du réseau GWP.

Ensemble, nous pouvons assurer la sécurité de l'eau, lutter contre le changement climatique et favoriser le développement en Afrique centrale.

Sylvain GUEBANDA**Président régional, GWP-Afrique centrale**

Les Objectifs Stratégiques

Le GWP-CAf, a adhéré à la stratégie 2020-2025 du GWP, et s'est fixé comme priorité de « **Se mobiliser pour une Afrique Centrale où tous les besoins en eau sont satisfaits** ». Cette nouvelle stratégie préconise l'égalité et l'urgence dans l'action. Son objectif est d'orienter la manière dont la région Afrique centrale travaille depuis 2020 jusqu'en 2025. Cette stratégie prend également en compte l'ensemble du réseau avec ses différents niveaux d'opérationnalité. Ceci en soulignant les priorités thématiques cohérentes et en codifiant l'approche distincte du GWP pour apporter le changement tout en permettant l'autonomie et l'innovation. Cette stratégie est axée sur trois objectifs et priorités stratégiques qui doivent conduire vers la sécurité en eau pour tous, il s'agit de :

- Fournir des solutions liées à l'eau et aux problèmes de développement ;
- Catalyser un développement de résilience lié au climat ;
- Renforcer la coopération transfrontalière.

Les autres domaines transversaux de la stratégie sont :

- Contribuer à l'intégration de la problématique du genre dans le secteur de l'eau ;
- Mobiliser les jeunes pour la gestion des ressources en eau ;
- Encourager l'engagement du secteur privé.

Dans le cadre de ses objectifs stratégiques, le GWP-CAf a contribué à la réalisation des projets relatifs aux problématiques de genre et de la jeunesse afin d'assurer une participation effective et de qualité en vue d'une coopération inclusive et intergénérationnelle. L'ensemble de ces trois objectifs crée un environnement propice pour une approche intégrée qui a guidé toutes les activités réalisées à différents niveaux : local, national et régional.

En les mettant tous en œuvre, le GWP-CAf a influencé les politiques de

l'eau et la mise en œuvre de l'objectif N°6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la région. Le GWP-CAf entend conduire le processus de changement pour assurer la sécurité en eau à travers trois axes clés :

- **Nous Mobilisons**
- **Nous Agissons**
- **Nous Apprenons**

Les activités menées par le bureau régional et les PNEs sont considérées comme des activités "CORE". La mise en œuvre des programmes comportant des activités est en cours sous la supervision du Secrétariat. Les programmes de la région sont les suivants ;

- ▶ Leadership mondial de l'eau dans un climat en Evolution (GWL) mis en œuvre en République centrafricaine
- ▶ Programme de préparation au Fonds vert pour le climat (GCF Readiness) en République centrafricaine
- ▶ Le programme WACDEP-G (Water Climate Development and Gender) au Cameroun.



Les Activités du Core

1 Programme de soutien à l'ODD 6 : Les parties prenantes au Cameroun testent la liste de contrôle sur le genre



Comment le GWP peut-il aider les gouvernements à mieux intégrer le genre dans leurs plans et politiques de GIRE afin d'améliorer le score du pays sur l'ODD 6.5.1 ? C'est dans cette optique que le GWP-Afrique centrale a organisé une consultation multipartite à Mbalmayo, au Cameroun, le 22 février, afin de tester la liste de contrôle sur le genre (gender checklist) développée par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWPO) dans le cadre de son programme de soutien à l'ODD 6.

Le premier (2017) et le deuxième (2020) cycle de reporting sur l'ODD 6.5.1 concernant le degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) ont révélé que les gouvernements avaient des difficultés à prendre en compte de manière significative le genre dans leurs processus de gestion de l'eau aux niveaux local, national et transfrontalier. En réponse à cela, le GWP, dans le cadre du programme de soutien pour l'ODD 6, a mené une étude sur 23 pays et a produit un rapport intitulé **"Advancing towards gender-sensitive water resources management"**, qui identifie sept facteurs favorables à l'intégration du genre dans la GIRE.

Pour faciliter les progrès vers la réalisation des sept facteurs mentionnés dans le rapport, une liste de contrôle sur le genre a été élaborée pour accompagner le cycle de rapport 2023 sur l'ODD 6.5.1. Le Cameroun est l'un des pays pilotes pour le test de cette liste avant d'être intégré dans le cycle de reporting de 2023. L'atelier a rassemblé dix-neuf représentants d'institutions publiques, d'organisations de la société civile, d'instituts de recherche et d'universités, ainsi que du secteur privé.

Lors de la cérémonie d'ouverture, **Madame NGO BIEMBLE**, point focal SDG 6.5.1 au Ministère de l'Eau et l'Énergie, a déclaré :

“ Comprendre les différents rôles et besoins des usagers de l'eau est important dans la gestion de l'eau douce, et le 3ème principe de la GIRE reconnaît la contribution des femmes dans la disponibilité, la gestion et la conservation de l'eau. ”



L'atelier a été marqué par des présentations sur la liste de contrôle et le processus de rapport sur l'ODD 6.5.1, avec un accent sur la question 2.2 d du questionnaire qui aborde la question de l'intégration de la dimension de genre dans les plans et politiques de GIRE. Les participants ont été répartis en quatre groupes pour remplir les cinq parties de la liste de contrôle.

Tout en partageant leurs commentaires sur l'exercice, une participante, Eyong Gloria, a déclaré :

“ Cet exercice a amélioré ma compréhension de la situation du Cameroun en termes d'égalité entre les sexes dans la GIRE. La liste de contrôle du genre aidera le gouvernement à améliorer son score de l'ODD 6.5.1 en comblant les lacunes identifiées dans le processus de remplissage du modèle. ”

2 **Projet SAP et GIRE :** **L'OMM, la CBLT et le GWP-CAf organisent la deuxième consultation régionale des parties prenantes**

La Commission du bassin du lac Tchad et le GWP-Afrique centrale, avec le soutien de l'Organisation Météorologique Mondiale, ont organisé la deuxième consultation régionale des parties prenantes pour le projet "**Gestion intégrée des ressources en eau et système d'alerte précoce pour la résilience au changement climatique dans le bassin du lac Tchad**". L'atelier régional s'est tenu à N'Djamena, au Tchad, du 29 au 31 mars 2023.

L'atelier hybride de trois jours a réuni une soixantaine de parties prenantes des pays du bassin du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria) et des représentants des principales institutions du projet. À la suite de l'approbation par le Fonds d'adaptation de la note conceptuelle du projet de GIRE et de SAP en juillet 2022, les partenaires du projet (OMM, LCBC et GWP-CAf) sont passés à l'étape suivante, à savoir l'élaboration d'une proposition de projet complète. La première phase de la mise en œuvre du projet définira clairement les besoins spécifiques des pays et les besoins des entités infranationales. À cette fin, les parties prenantes ont été consultées par le biais de questionnaires, de réunions en ligne et de réunions en présentiel au cours de la phase d'élaboration de la proposition complète.

L'objectif de l'atelier régional était de recueillir les derniers commentaires et d'obtenir la validation de la proposition de projet complète de la part des

principales parties prenantes et des bénéficiaires, notamment les Services hydrologiques nationaux (SHN), les Services météorologiques nationaux (SMN), les Organisations de gestion des catastrophes (OGC), les organisations régionales, les ONG et les communautés.



Les trois jours de discussions ont donné lieu à des présentations sur le processus de proposition du Fonds d'adaptation, la proposition de projet détaillée et les résultats de l'évaluation de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les discussions de groupe se sont concentrées sur la collecte de commentaires sur les perspectives générales de la proposition, les parties spécifiques de la proposition, l'identification des rôles et des responsabilités des partenaires, et l'évaluation et l'atténuation des risques. Les commentaires et observations recueillis lors du processus de consultation seront pris en compte dans la finalisation de la proposition de projet avant sa soumission au Fonds d'adaptation en avril 2023 pour approbation.

3

Le Cameroun révisé sa Loi portant régime de l'eau afin d'améliorer la mise en œuvre de la GIRE

Depuis son adoption en 1998 comme principale loi régissant le secteur de l'eau au Cameroun, la Loi n°98/005 portant régime de l'eau du 14 avril 1998 fait l'objet d'une première révision. Le ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), avec l'appui technique du Global Water Partnership, Afrique centrale, et le financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), a organisé une consultation nationale multi-acteurs sur trois jours à Douala, du 16 au 18 août 2023.

Cet événement a rassemblé une cinquantaine de participants représentant divers secteurs, notamment les ministères, le secteur privé, les industries, les agences de bassin, les organisations de la société civile, les collectivités territoriales décentralisées, les services publics, les institutions de recherche, ainsi que des partenaires techniques et financiers tels que la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence Française de Développement (AFD), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et les Agences des Nations Unies. L'objectif principal de la réunion était d'examiner et d'enrichir le projet initial de la version révisée de la loi, élaboré par le groupe technique de révision constitué en vertu d'un décret ministériel du MINEE en septembre 2022.



Près de 25 ans après son adoption, la Loi portant régime de l'eau est largement considérée comme obsolète, car elle ne couvre pas certains éléments essentiels, tels que les principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), la gestion par bassins, le partage des données sur les ressources en eau entre les acteurs du secteur, l'absence d'un plan de mobilisation des financements, ainsi que la protection des eaux de surface et souterraines. Un véritable défi pour le secteur de l'eau, comme l'a expliqué **Djibrilla MOHAMADOU**, Secrétaire exécutif du GWP-CAf :

“ Le processus de création d'une commission de bassin pour la Sanaga doit se reposer sur un cadre juridique que la loi ne prend pas en compte". Il y a plusieurs processus qui sont bloqués parce que ce processus de révision de la loi n'a pas été fait. ”

Evoquant l'objectif du processus de consultation des parties prenantes, **Monsieur Madi VOUNDOU**, Directeur de la gestion des ressources en eau du MINEE, a souligné qu'il s'agit de recueillir les préoccupations, les contributions, et les attentes des différentes parties prenantes nationales et internationales. Cette démarche vise à adapter la nouvelle Loi sur l'eau au contexte actuel du secteur de l'eau et de l'environnement.

“ La démarche de consultation entamée aujourd'hui, va se poursuivre à travers d'autres ateliers pour que les acteurs réunis ici qui vont soulever des observations, s'assurent que leurs préoccupations aient été prises en compte dans le document final avant de le soumettre aux autorités supérieures pour la suite de la procédure d'adoption de ces textes, ”

a indiqué Madi VOUNDOU.

La réunion, sous la présidence de M. DJOUKE THOME Adolphe, Secrétaire Général du ministère de l'Eau et de l'Énergie et représentant du Ministre lors de cet atelier, a permis aux participants, tout au long des trois journées de travail, d'examiner en détail le projet initial de la Loi (Draft 0). Les parties prenantes ont formulé des amendements spécifiques liés à leurs domaines d'expertise tout en enrichissant la loi de précieuses informations contextuelles.



À la fin de l'atelier, le Secrétariat technique, composé de membres du Comité chargé du processus de révision, a présenté des recommandations et une feuille de route pour l'adoption et la validation de la nouvelle loi. S'exprimant sur la pertinence de l'atelier, **Monsieur Hamidou Garané**, Consultant de la CBLT, a dit :

“ Il y a un engagement de la part des acteurs d'aller vers cette nouvelle approche de gestion des ressources en eau malgré les difficultés qui peuvent se rencontrer sur le terrain. Le parcours sera long, mais l'atelier est un bon début! ”

4

La contribution du GWP-CAf au processus de la révision de la loi sur l'eau

Conformément à sa mission de promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau à travers une gouvernance efficace de l'eau, le GWP-CAf accompagne le gouvernement dans le processus de révision de la loi sur l'eau. Dans le cadre du programme Eau, Climat, Développement et Genre (WACDEP-G) du GWP, une consultation préliminaire a été organisée avec le groupe de travail en charge de la révision de la loi en octobre 2022 afin d'établir leurs besoins de formation en matière de genre.

5

Les pays d'Afrique centrale évaluent la mise en œuvre de l'ODD 6.5.1 sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

Le Tchad, le Congo, le Cameroun, la République centrafricaine, le Gabon et Sao Tomé-et-Principe ont achevé le troisième cycle de reporting sur l'indicateur 6.5.1 de l'Objectif de Développement Durable n° 6, qui évalue le degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Le suivi de l'ODD 6.5.1 est effectué tous les trois ans à l'échelle mondiale en évaluant les quatre composantes clés de la GIRE : environnement favorable, institutions et participation, instruments de gestion et financement.

Avec l'appui technique et financier du bureau mondial du GWP (GWPO) dans le cadre de son Programme de soutien à l'ODD 6, le GWP-Afrique Centrale, en collaboration avec ses Partenariats Nationaux pour l'Eau (PNEs), a accompagné le ministère en charge de l'eau de ces six pays tout au long du processus de reporting sur l'ODD 6.5.1. Ce processus a débuté par une expression d'intérêt de chaque pays à être soutenu par le GWP, la désignation d'un point focal national de l'ODD 6.5.1, l'institutionnalisation d'un groupe de travail chargé de collecter des données préliminaires pour la première

**SUSTAINABLE
DEVELOPMENT
GOALS**



ébauche du rapport pays sur l'ODD 6.5.1, une consultation nationale multipartite et enfin, la soumission du rapport validé au Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), gardien de l'ODD 6. Les données relatives à l'ODD 6.5.1 sont collectées à l'aide d'un questionnaire et les réponses sont consolidées lors de la consultation nationale avec les parties prenantes, telles que les institutions gouvernementales impliquées dans la gestion des ressources en eau, les OSC, les ONG, les institutions de la recherche et le secteur privé. En Afrique centrale, les consultations des parties prenantes ont débuté à Sao Tomé et Príncipe le 22 septembre 2023 et se sont terminées le 9 octobre 2023, avec le dernier atelier national au Tchad.

Sao Tomé et Príncipe

A début du processus, des données préliminaires ont été collectées auprès de 15 institutions (institutions publiques, autorités locales, gouvernement régional, ONG et entreprises privées).

Ces données ont permis l'élaboration de la première version du rapport national sur l'ODD 6.5.1, qui a ensuite été présenté pour validation à environ 21 représentants d'institutions/organisations des différents secteurs liés aux ressources en eau lors de l'atelier de validation national.

Sur la base des conclusions de l'atelier, la section **«Environnement favorable»** du questionnaire a obtenu le score le plus élevé avec 60% et le financement reste un défi avec le score le plus bas de 34%. Dans l'ensemble, le pays a progressé dans la mise en œuvre de la GIRE, passant d'un score de **33 % en 2020 à 44 % en 2023**. Cette augmentation de 11 % fait passer le pays de la catégorie **"faible"** à la catégorie **"moyennement faible"** en ce qui concerne la mise en œuvre de la GIRE.



République du Gabon

Bien qu'il ne soit pas membre du réseau GWP en Afrique centrale, le ministère de l'Énergie et des Ressources en eau du Gabon a reçu un soutien technique et financier du GWP lors du troisième cycle de reporting sur l'ODD 6.5.1. A l'issue du processus de collecte des données, l'atelier national de validation du rapport s'est tenu le 4 octobre 2023 à Libreville avec une vingtaine de représentants des secteurs concernés.



Le rapport validé révèle un niveau de progrès qui fait passer le score global du Gabon de 29% (enquête de référence 2020) à 33% (2023). Ce score reflète un niveau "moyennement faible" de mise en œuvre de la GIRE dans le pays.

République du Congo

Avec le soutien du PNE-Congo, le pays a achevé avec succès l'évaluation de l'ODD 6.5.1. en octobre. Le pays a enregistré une augmentation de 5% du score de référence global, marquant un progrès de 43% (enquête de référence 2020) à 48%. Le statut de mise en œuvre « moyennement faible » du pays pour 2020 reste inchangé. La section Finance a eu la note la plus faible avec un score de 38 % et l'environnement favorable est le plus élevé avec un score de 53 %.

République centrafricaine

La République centrafricaine a enregistré une augmentation du score de référence de la GIRE de 37% (2020) à 44% en 2023 avec la section « environnement favorable » obtenant le score le plus élevé (60%) et le financement le plus bas avec un score de 30%. Le niveau de mise en œuvre de la GIRE dans le pays reste "moyen-faible".

Cameroun

Le score de mise en œuvre de la GIRE au Cameroun est passé de 40 % en 2020 à 49 % en 2023. Le processus d'élaboration des rapports a été mené par le ministère des Ressources en Eau et de l'Énergie par l'intermédiaire d'un groupe de travail et d'un facilitateur recruté. Le pays conserve son statut « moyennement faible », mais est en bonne voie pour changer de statut en 2026.



La section « Institution et participation » a obtenu le score le plus élevé, soit 65 %, tandis que la section « Finance » est restée la moins bien notée, avec un score global de 40 %.

Tchad

La section "Instrument de gestion" a obtenu le score le plus élevé (44 %), tandis que la section "Finances" a obtenu le score le plus bas (30 %). Le score de mise en œuvre de la GIRE du pays est enregistré à 38 % en 2023, marquant seulement une augmentation de 1 % en 2023, ce qui maintient la classification du pays à "moyen-faible".

Le niveau universel de mise en œuvre de la GIRE dans le troisième cycle de rapports sur l'ODD 6.5.1 pour l'ensemble des six pays est « moyennement faible ». Selon l'interprétation du score de la GIRE, cela indique que les éléments de la GIRE sont généralement institutionnalisés et que la mise en œuvre (bien que lente) est en cours dans ces pays. Sur la base de cette évaluation, la plupart des pays ne sont pas optimistes quant à la possibilité d'atteindre le score requis d'ici 2030.



Ils sont toutefois déterminés à suivre les recommandations formulées pour s'assurer que les documents clés sur la GIRE sont mis à jour, validés et mis en œuvre, car cela pourrait grandement influencer la prochaine période de rapport en 2026 et finalement améliorer les chances d'atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030. Le financement reste un défi universel (comme en 2020) dans la région, avec des stratégies de mobilisation des ressources en cours ou en attente de mise en œuvre pour combler le fossé et améliorer le niveau pays de la GIRE d'ici 2030.

Gwp-Central Africa
en Action...



Programme de préparation pour le Fonds Vert pour le Climat (GCF Readiness) en République Centrafricaine



L'objectif principal du programme Readiness en RCA est de renforcer la capacité de l'Autorité Nationale Désignée (l'AND) et d'autres parties prenantes clés en RCA sur la programmation du financement climatique et l'amélioration de l'accès direct au FVC. Tout en faisant progresser le pays par le développement de notes conceptuelles et d'études de préféabilité de haute qualité.

Titre du projet GCF Readiness :

Faire avancer le programme national du FVC pour la RCA en soutenant l'AND et les parties prenantes du pays dans le développement de programmes pour le financement climatique.

Période de mise en œuvre :

juin 2022 – juin 2023

Financé par :

Le Fonds Vert Pour le Climat (FVC)

Partenaires de mise en œuvre :

Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable à travers la Coordination Nationale Climat (l'AND) en collaboration avec GWPO, GWP-CAf et le PNE-RCA.

Activités réalisées



Les parties prenantes identifient des idées de projets climatiques prioritaires pour la République Centrafricaine

Un atelier multipartenaire s'est tenu les 3 et 4 mai à Bangui en vue de compléter le résultat 3 du projet de préparation au GCF en RCA. Il s'agit d'une augmentation du nombre de notes conceptuelles de projets de qualité élaborées par la rédaction de 2 notes conceptuelles du FVC tenant compte de la dimension de genre et de l'inclusion sociale pour des projets d'adaptation axés sur l'eau à soumettre au FVC.

L'atelier de deux jours a été organisé par le Partenariat National de l'Eau de la République centrafricaine (PNE-RCA) en collaboration avec la Coordination Nationale Climat (AND) avec pour objectif principal de hiérarchiser et d'adopter deux idées de projet en utilisant une Analyse Multi-Critères (AMC). La consultation nationale fait suite à un travail de recherche préalable effectué par un cabinet de consultants en charge de l'élaboration des deux notes conceptuelles.

Cette recherche a consisté en une étude documentaire de la documentation pertinente sur les projets aux niveaux national et international et en des consultations avec les principales parties prenantes nationales afin d'identifier les idées de projet susceptibles d'être développées en notes conceptuelles. À la fin de la recherche, dix-sept idées de projet ont été identifiées sur la base de documents nationaux (**Plan National d'Adaptation, CDN et le programme national du FVC**) et quatre autres par le biais de consultations avec les parties prenantes. L'objectif de la réunion de deux jours était donc de présenter les vingt et une idées de projet aux parties prenantes afin qu'elles puissent en choisir deux par le biais d'un processus d'évaluation.

Afin d'améliorer la compréhension et de faciliter le processus d'évaluation des projets, le consultant en charge de l'élaboration des notes conceptuelles a présenté la méthode d'analyse multicritères. Les six critères du cadre d'investissement du FVC ont servi de base à l'élaboration des 10 critères de classement des idées de projet. Sur la base des commentaires faits par des participants, certaines idées de projet ont été reformulées et fusionnées, ce qui a permis de réduire les 21 idées de projet à six. À la fin de l'atelier, les notes

attribuées aux différentes idées de projet ont été calculées par le consultant pour identifier les deux premières. Les deux idées de projet retenues à l'issue des travaux sont :

- L'accès à l'eau potable et la GIRE dans un contexte de changements climatiques
- La collecte des eaux de pluies dans les régions à stress hydrique marqué, pour des usages multiples avec un focus pour l'usage agricole.



2 GCF Readiness en RCA

70 représentants du gouvernement, des OSC et du secteur privé de la République Centrafricaine formés

Une série d'ateliers de formation organisés par le PNE-RCA en collaboration avec la Coordination Nationale Climat (l'AND) se sont tenus à Bangui du 14 au 22 septembre 2023. Les ateliers visaient à renforcer les capacités des fonctionnaires de l'État, les représentants de la société civile et du secteur privé sur les procédures opérationnelles du GCF.

Plus précisément, les mécanismes et critères d'investissement du GCF, les cycles de vie des projets, les processus

d'accréditation et les autres exigences du Fonds Vert pour le Climat (genre, peuples autochtones, sauvegardes environnementales et sociales).

Depuis 2022, la RCA met en œuvre le deuxième programme de préparation au FVC dans le pays avec la supervision du CN-Climat et des bureaux du GWP (mondial, régional et national). Le programme GCF Readiness en RCA a trois principaux résultats attendus, le deuxième étant la raison d'être de ces ateliers de renforcement des capacités :

Résultat 2 :

Les parties prenantes nationales concernées (qui peuvent inclure les entités d'exécution, les organisations de la société civile et le secteur privé) **ont mis en place des capacités, des systèmes et des réseaux adéquats pour soutenir la planification, la programmation et la mise en œuvre des activités financées par le Fonds Vert pour le Climat.**



Pour ce faire, un exercice préalable de cartographie des parties prenantes a été réalisé afin d'identifier les acteurs clés impliqués dans la mobilisation du financement climatique, dans le but d'identifier les participants aux sessions de formation sur le renforcement des capacités du FVC. Sur la base des résultats de cette étude, trois sessions de formation distinctes de deux jours ont été organisées sur les procédures du FVC et les initiatives financées par le FVC, avec la participation de 25 fonctionnaires de l'État, 25 représentants d'OSC et 20 représentants du secteur privé. Le contenu de chaque formation a été développé par groupe de parties prenantes avec un message et un objectif spécifique. Il s'agissait d'assurer la participation pertinente des parties prenantes aux projets financés par le FVC en fonction de leur domaine d'action.

Pour le personnel gouvernemental, l'accent a été mis sur le respect des procédures du FVC et sur l'encouragement d'une communication fréquente avec l'AND afin de garantir une plus grande contribution à l'action climatique. Pour les OSC, la formation s'est concentrée sur les aspects liés au lobbying, en mettant l'accent sur la mise en place de plateformes d'OSC avec des objectifs bien définis en termes d'intervention. Cela permettra à ces acteurs de se positionner correctement lors de

l'élaboration des notes conceptuelles du FVC visant à lutter contre le changement climatique. La formation du secteur privé s'est concentrée sur les questions commerciales et l'innovation, en mettant l'accent sur la capacité à démontrer un flux de trésorerie constant et une organisation solide.

Les sessions de formation se sont concentrées sur cinq modules, à savoir : La finance climatique, présentation du FVC, élaboration de proposition de projets pour le FVC, exigences du FVC en matière de genre, peuples autochtones, sauvegarde environnementale et sociale et le rôle de la société civile et le secteur privé vis-à-vis le FVC. La méthodologie de la formation était centrée sur des présentations et des sessions de travail en groupe afin d'approfondir la compréhension des modules de formation, d'identifier les synergies entre le FVC et les groupes de parties prenantes et d'identifier les débouchés pratiques par lesquels les participants peuvent s'engager dans des initiatives financées par le FVC dans le pays. Les participants ont formulé des recommandations qui enrichiront les futures sessions de formation similaires et augmenteront leur implication dans les initiatives du FVC pour améliorer la résilience et l'adaptation au climat en République Centrafricaine.

Programme de Leadership mondial de l'eau dans un climat en évolution (GWL) en République Centrafricaine

Le programme "Global Water Leadership in a Changing Climate (GWL)" est une initiative mondiale visant à soutenir le leadership émergent en faveur de l'amélioration des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, et de la résilience climatique. En Afrique centrale, GWL est mis en œuvre au Tchad, dirigé par l'UNICEF, et en République Centrafricaine, dirigé par le GWP. (GWPO, GWP-Afrique centrale et le bureau national du GWP en RCA, PNE-RCA).

Réalisations du Programme en 2023



Comblent les lacunes dans les secteurs de l'eau et du climat par la vulgarisation des documents politiques

Afin de promouvoir une approche résiliente au changement climatique dans la Gestion des Ressources en Eau (GIRE) en République Centrafricaine, le PNE-RCA, en collaboration avec le ministère en charge du Développement de l'énergie et des Ressources Hydrauliques, a organisé un atelier multi-acteurs de deux jours du 4 au 5 mai à Bangui pour vulgariser et promouvoir l'appropriation des documents de stratégie et de politique existants dans les secteurs de l'eau et du climat du pays.

L'atelier, qui a réuni environ soixante-dix participants des ministères, des OSC, du GWP-CAf et des ONG, s'est tenu dans le cadre du programme Global Water Leadership in a Changing Climate (GWL), qui est mis en œuvre en RCA par le GWP, avec l'appui de l'UNICEF. L'atelier, dont l'objectif principal est d'améliorer la connaissance de ces documents pour en faciliter la mise en œuvre, répond à une barrière entravant la GIRE qui a été identifiée par l'un des quatre groupes de travail mis en place dans la première phase du programme : la faible application des textes et documents existants dans les secteurs de l'eau et du climat.

L'atelier interactif, auquel a également participé le président régional du GWP-CAf, M. Sylvain Guebanda, a comporté des présentations sur la mission du GWP par le coordonnateur régional du GWP-CAf, Djibrilla Mohamadou, le rapport d'avancement du projet GWL et les prochaines étapes par le coordonnateur du projet GWL, Crésus Kodongo Ndrou, ainsi que des présentations sur quatre documents présélectionnés dans les secteurs de l'eau et du climat.

La Politique Nationale de l'Eau adoptée par le gouvernement en juillet 2021 a été présentée par le Secrétaire Exécutif du PNE-RCA, M. Sekou Gary. La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisée met en évidence les secteurs prioritaires pour lesquels la résilience au changement climatique doit être renforcée (secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la santé, de la gestion des ressources naturelles et des infrastructures) afin de contribuer à la cohésion nationale et à la stabilisation du pays.

L'état de la mise en œuvre des engagements de la CDN a été présenté par M. DJOKOBE Salomon. Il a souligné que la CDN est en droite ligne avec les objectifs poursuivis par le gouvernement de la République Centrafricaine dans le cadre du Plan

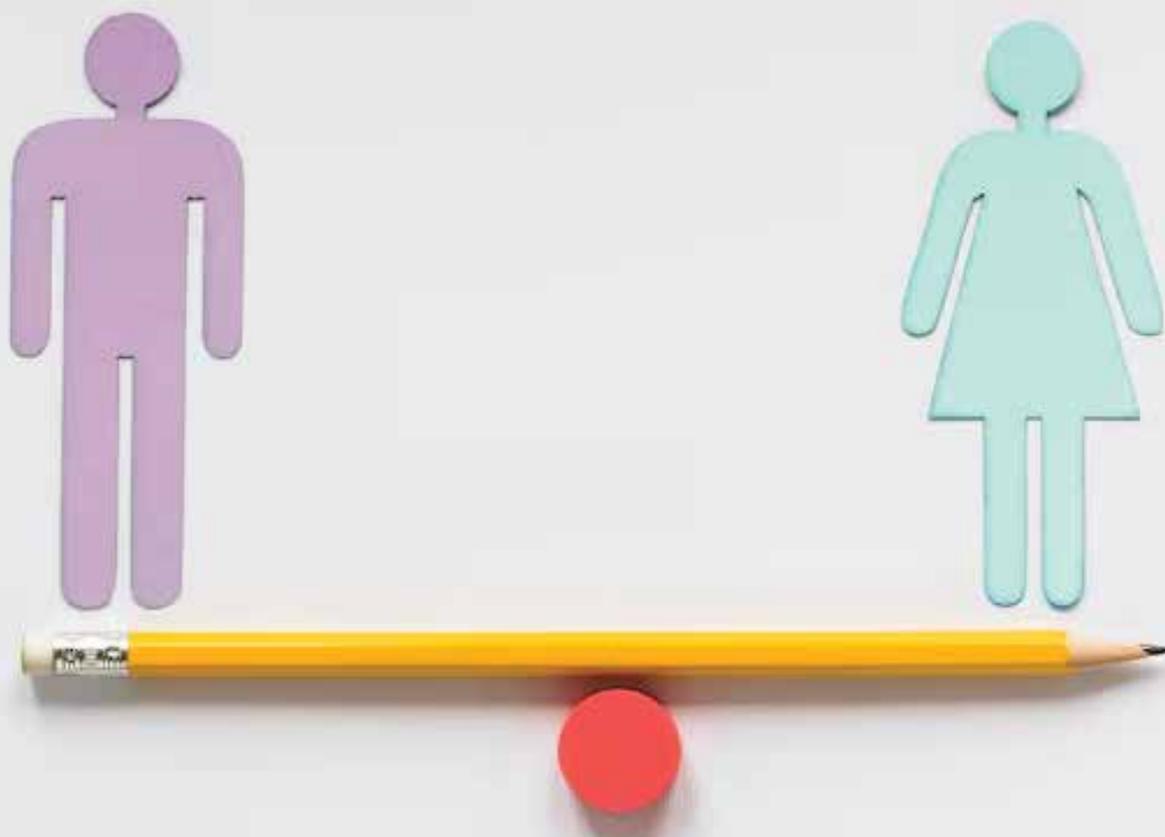
National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), le principal instrument de planification stratégique du pays. Le président national du comité de pilotage du PNE-RCA, M. Eric Foto, a présenté le Plan d'Action National de la GIRE, en soulignant les principaux défis à court et moyen terme dans la mise en œuvre de la GIRE ainsi que l'analyse SWOT du document de stratégie. Le cadre principal du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (Objectifs et Principes Directeurs, Priorités pour l'Adaptation en relation avec les Ressources en Eau) était également un des documents de travail. Après les discussions, les participants se sont engagés dans un travail de groupe pour identifier les interventions prioritaires contenues dans les documents. L'exercice consistait à recueillir des avis sur la compréhension des documents, des initiatives, des projets et des actions en cours pour la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau.

Les prochaines étapes du programme GWL comprennent la cartographie des solutions aux barrières identifiées, l'identification des options de financement, et la rédaction et le lancement d'une stratégie de réponse inclusive visant à combler les lacunes entre la GIRE et l'AEPHA dans un contexte de changement climatique.



La prise en compte du Genre dans La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Gire)

Au travers de cet objectif, la stratégie de genre du GWP-CAf, est de mettre en œuvre une approche « jamais sans elles lorsqu'il s'agit d'elles ». Dans le cadre de tous les programmes élaborés au titre des zones d'ancrage du GWP-CAf, le travail de promotion de l'égalité des sexes sera axé sur : Le leadership et l'engagement des institutions ; L'inclusion et l'analyse de genre, moteur du changement ; Une participation significative et inclusive à la prise de décision ; Un partenariat pour un accès égal aux ressources et leur contrôle.



Programme Eau, Climat, Développement – Genre (WACDEP-G)

Les parties prenantes identifient les points d'entrée pour promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur de l'eau et du climat

Trente-cinq parties prenantes issues d'institutions publiques, d'organisations de la société civile, d'organismes parapublics, d'institutions de recherche et du secteur privé ont identifié les processus, les acteurs et les systèmes d'information impliqués dans l'élaboration de politiques, de lois et de projets aux niveaux national et local dans le secteur de l'eau et du climat qui peuvent servir de points d'entrée pour l'Approche Transformatrice du Genre (ATG).

Ce processus de cartographie s'est déroulé au cours d'une consultation des parties prenantes organisée par le GWP-Cameroun (GWP-Cmr) en collaboration avec le ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) les 23 et 24 février à Mbalmayo, au Cameroun. Pour mieux comprendre le contexte du genre dans le secteur de l'eau et du climat au Cameroun, le GWP-Cameroun a réalisé en 2021 une étude intitulée "Cartographie des barrières normatives formelles et informelles et des pratiques sociales qui entravent l'égalité des sexes dans la planification et la mise



en œuvre des projets de développement dans le secteur de l'eau et du climat et propositions de mécanismes de réforme".

Le plan de travail 2022 du programme Eau , Climat, Développement – Genre (WACDEP-G) est basé sur les résultats de cette étude qui ont été divisés en deux parties principales : **(i) la cartographie des initiatives en cours et des processus de gouvernance aux niveaux national et local qui peuvent servir de points d'entrée pour la mise en œuvre de réformes au niveau du système** ; et **(ii) l'identification des flux d'information, des lacunes dans la conception des politiques, des acteurs et des compétences impliqués dans l'accès et le contrôle des actifs et des services liés à l'eau.**

C'est dans le but de réaliser ces deux activités que les parties prenantes ont été consultées afin de fournir des informations qui permettront d'améliorer la stratégie, la planification et la mise en œuvre de la seconde phase du programme WACDEP-G.



La priorité sur l'agenda du jour était la présentation des résultats de l'étude sur la cartographie des obstacles normatifs formels et informels aux participants afin d'améliorer leur compréhension du contexte de l'exercice de cartographie.

Au cours des sessions de groupe interactives qui ont suivi, les parties prenantes ont rempli un modèle identifiant les processus de réforme en cours, les partenaires de mise en œuvre et leurs rôles, les initiatives en cours et les difficultés rencontrées.

Lors de la séance plénière de clôture, une participante, **Madame Ayi Monique Nkamgna**, maire de Dzeng, a déclaré :



“ Grâce à cet atelier, je vais nommer un point focal pour le genre dans ma localité et informer mes collègues de l'importance de prendre des décisions judicieuses en matière de genre dans les plans et projets de développement dans le secteur de l'eau et du climat.”



L'atelier s'est achevé sur une note positive avec la reconnaissance de la contribution des participants par le GWP-Cameroun pour la promotion d'une approche transformatrice du genre dans le secteur de l'eau et du climat du pays.

Améliorer les investissements dans le secteur de l'eau :

Les parties prenantes au Cameroun vérifient le score pays du tableau de bord de l'AIP

Des représentants des ministères, du secteur privé, de la société civile et des organismes de recherche se sont réunis à Yaoundé dans le cadre d'une consultation des parties prenantes organisée par le GWP-Cameroun en collaboration avec le ministère des Ressources en Eau et de l'Énergie (MINEE) le 23 mars 2023, afin de vérifier et de finaliser le score du pays sur le tableau de bord du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP).

Cet atelier a été organisé dans le cadre de la mise en œuvre du programme de l'AIP WACDEP-G qui vise à remédier aux inégalités de genre dans le secteur de l'eau et du climat en promouvant une approche transformatrice du genre. L'objectif principal du tableau de bord de l'AIP est de suivre les indicateurs d'investissements prioritaires liés à l'eau et d'aider les dirigeants des pays à améliorer la responsabilité, le suivi et la réponse aux lacunes en matière d'investissements dans le secteur de l'eau en Afrique.

À la suite de l'adoption du tableau de bord de l'AIP par l'Union africaine en 2022 dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), 10 pays, dont le Cameroun, ont été identifiés pour tester le tableau de bord de l'AIP. Une recherche documentaire a été menée pour collecter les données nécessaires à l'évaluation des indicateurs du tableau de bord dans chacun des 10 pays sélectionnés. Ces données doivent être vérifiées par les principales parties prenantes avant d'être intégrées dans le score du pays. Au Cameroun, plus de 20 parties prenantes se sont réunies pour mener à bien cet exercice de notation.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice d'évaluation des scores en passant en revue les trois principaux piliers du tableau de bord, qui sont les suivants : **(i) l'environnement favorable aux investissements dans le secteur de l'eau, (ii) l'investissement et le financement dans le secteur de l'eau, (iii) l'efficacité et la durabilité des investissements.**

Sur la base de plusieurs arguments étayés par des textes existants, des politiques et des projets en cours dans le secteur de l'eau, de légères modifications ont été apportées aux notes et aux justifications fournies, le cas échéant. Dans l'ensemble, en termes d'apprentissage, les parties prenantes reconnaissent l'outil du tableau de bord de l'AIP comme un moyen d'apprendre certaines des faiblesses de la planification des investissements dans le secteur de l'eau au Cameroun, comme la faible ou la non-inclusion du genre, l'absence d'évaluation des risques climatiques dans la planification des investissements dans le secteur de l'eau et le faible suivi des investissements dans le secteur de l'eau. Pour les prochaines étapes, le rapport initial du pays et la notation seront évalués et mis à jour sur la base des commentaires reçus des parties prenantes lors de cette réunion.

JIF 2023 :

Rencontrez les femmes derrière le système d'information sur le climat et la météo au Cameroun

Le GWP-Afrique centrale se joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée internationale de la femme 2023 commémorée sous le thème "DigitALL : Innovation et technologie pour l'égalité des sexes". Conformément au thème, le GWP-CAf est entretenu avec les femmes de la Direction de la Météorologie Nationale du ministère des transports.

Dans le cadre du programme WACDEP-G, le GWP-Cameroun, a continué d'appuyer la Direction de la Météorologie Nationale afin d'améliorer l'accès et l'utilisation de l'information climatique dans l'Extrême-Nord du pays qui est le plus durement touché par les effets du changement climatique.

**NGO MBII Maeva**

Chef de Service de l'Agrométéorologie et de l'Environnement Atmosphérique

**MELIE TIOMELA Serena**

Chef du Service de Centralisation et de Transmission des Données Météorologiques

**GUEMDJOE TAKAM Merveille**

Ingénieure de la Météorologie Cadre à la Direction de la Météorologie Nationale du ministère des Transports (Service de la Climatologie et de la Banque des Données)

**ASHU NGONO Stéphanie Vanessa**

Chef Service de la Prévention des Catastrophes d'Origine Météorologique

GWP-CAF : En quoi consiste exactement votre rôle ?

Maeva : Je suis chargée de fournir une assistance météorologique au milieu rural. Ceci, à travers la production et la diffusion des informations Agrométéorologiques aux administrations rurales, médias, producteurs, éleveurs, sociétés agro-industrielles et ceux de la recherche. A cet effet, nous collaborons avec différentes entités pour faciliter l'élaboration et la fourniture desdites informations.

Mélie : Afin de pouvoir élaborer des prévisions météorologiques, il est nécessaire de disposer des observations météorologiques passées et actuelles sur la zone pour laquelle la prévision doit être élaborée. À cet effet je suis chargée de la centralisation des données météorologiques observées et collectées chaque jour dans les stations météorologiques au niveau national, et leur transmission dans le réseau international spécialisé. Ces observations météorologiques font notamment référence à l'état de

l'atmosphère en ce qui a trait à la température, à l'humidité, aux vents, à la couverture nuageuse et autres.

À votre avis, est-ce que vous trouvez important d'impliquer les femmes dans le système de production et de diffusion de l'informations météo et climat ? Si, oui, pourquoi ?

Merveille : Bien sûr ! Elles sont plus sensibles que les hommes aux phénomènes naturels. Elles sont aussi organisées et créatrices : Pour faire des prévisions, il faut faire des analyses de façon organisée afin de ne pas s'embrouiller. L'innovation est un élément très important dans le domaine de la météo. Innover non seulement sur la façon de faire ses prévisions tous les jours pour les affiner davantage (de plus en plus), mais aussi sur l'esthétique du Template du bulletin produit (est-il beau à voir ? attractif, donne-t-il envie de lire ?)

En tant que femme, quels sont les défis les plus significatifs auxquels vous êtes confrontée dans votre rôle ?

Merveille : Le défi à relever est celui de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Plus on excelle dans sa carrière, moins on a de temps à accorder à sa famille.

Si vous deviez choisir à nouveau, seriez-vous toujours dans ce domaine ? Si oui, pourquoi ?

Maeva : Oui ! Les femmes, plus encore africaines, se retrouvent confrontées à plus de travail à cause des variations climatiques énormes. Certaines se retrouvent souvent en train d'effectuer une demi-journée de marche pour aller chercher 20L d'eau, rentrer, et continuer à travailler. Les informations que la Direction de la Météorologie produisent et fournissent renforcent la sécurité alimentaire, luttent contre la pauvreté et permettent à des ménages de gagner en temps et éduquer leurs enfants.

Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent faire leur carrière dans votre domaine de travail ?

Maeva : C'est un travail qu'on exerce avec des ambitions honorables. Ce n'est pas une occasion de s'enrichir mais d'embellir la vie des hommes, des femmes et des enfants. Il faut également s'armer de beaucoup de volonté, de courage et d'une grande dose d'audace. C'est un domaine très peu connu et les femmes ne sont pas vraiment comptées en Afrique centrale. Au Cameroun, nous sommes pionnières de la discipline en tant que Femmes.

Stéphanie : Je les encouragerai à le faire. Une femme dans la gestion des catastrophes pourrait encourager d'autres femmes à se rendre compte que leur intervention dans ce domaine n'est pas négligeable.

PORTRAIT

Le GWP-Afrique Centrale a un nouveau Président Régional

Le GWP-Afrique Centrale accueille un nouveau président régional, marquant ainsi un moment charnière dans son engagement pour la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau dans la région. Le nouveau président et chef du comité de pilotage régional, Hervé Didas AMBOULOU, a prêté serment lors de la 10e assemblée générale régionale, qui s'est tenue le 9 décembre 2023 à Yaoundé, au Cameroun.

Il succède à Sylvain GUEBANDA, qui a effectué les deux mandats maximums de la présidence régionale de 2019 à 2023. Hervé Didas AMBOULOU est de nationalité congolaise et titulaire d'une maîtrise en gestion des infrastructures et des services, avec une spécialisation dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. En République du Congo, il occupe actuellement le poste de directeur général par intérim du Fonds de Développement du Secteur de l'Eau (FDSE) du ministère de l'Energie et de l'Eau. Il est également le point focal de la Convention sur l'eau (CEE-ONU) en République du Congo. Il a été président du GWP-Congo pendant plus de quatre ans jusqu'à son recrutement en tant que président régional du GWP-CAF.

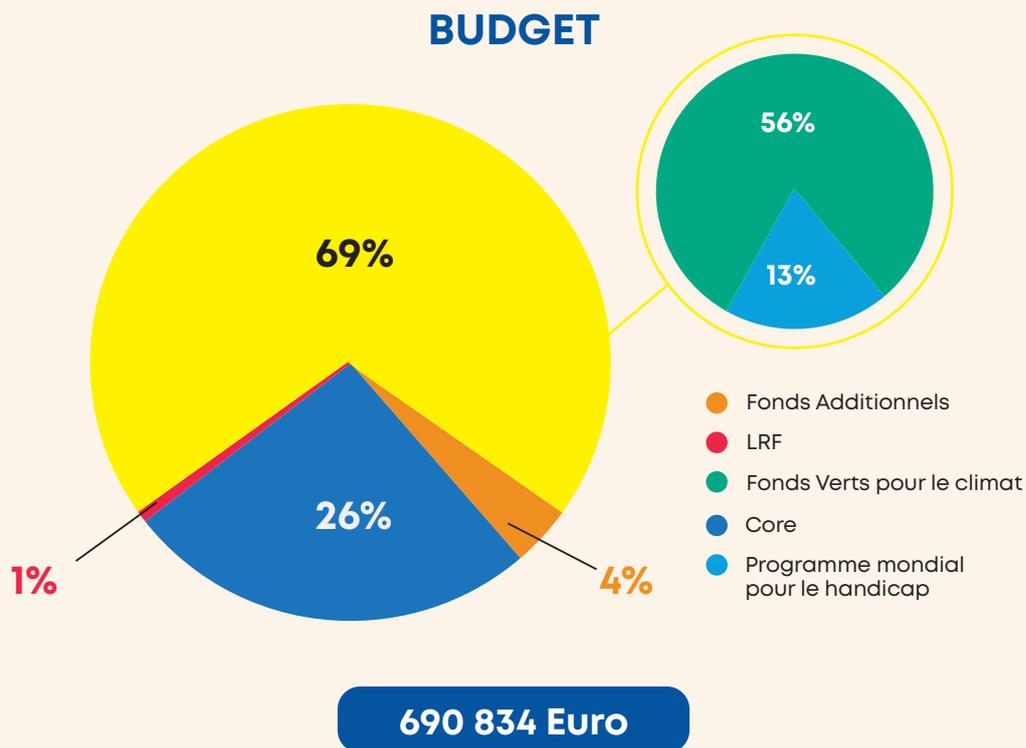
Avec l'approbation des membres du comité, l'ancien président du Partenariat National de l'Eau en République du Congo (PNE-Congo) a été officiellement reconnu comme le nouveau président. Au cours de la cérémonie de passation de service lors de



l'Assemblée générale ordinaire en mode hybride, le président sortant a exhorté Hervé Didas à poursuivre la mission du GWP qui consiste à promouvoir le développement durable par le biais d'une bonne gouvernance de l'eau et d'actions inclusives résilientes au changement climatique.

Dans son premier discours au Comité de pilotage, le nouveau président a félicité les membres et le secrétariat régional pour le travail accompli jusqu'à présent afin de promouvoir une approche inclusive et intégrée de la gestion de l'eau en Afrique centrale. Il a également exprimé sa gratitude pour le soutien apporté à sa candidature tout en assurant les membres de son engagement à fournir des solutions innovantes aux défis actuels et aux projets en cours au sein de l'organisation.

Rapport Financier



En 2023, le Partenariat Régional de l'eau pour l'Afrique centrale (GWP-CAf) disposait d'un budget total approuvé de 690 834 EUR. Ce montant est ventilé comme suit : Un financement de base de 177 680 euros, soit 26%, principalement pour soutenir les coûts opérationnels.

Les fonds supplémentaires levés au cours de l'année représentaient 4 % et étaient destinés à financer des activités bien précises. 78% de ce financement additionnel a été utilisé pour financer les activités de l'ODD 6.5.1 dans six pays de la

région d'Afrique centrale afin d'évaluer le niveau de mise en œuvre de la GIRE. Il convient de noter que des progrès remarquables ont été réalisés dans chacun des pays depuis la dernière évaluation en 2020. Les activités de mobilisation des ressources en collaboration avec la Commission du Bassin du Lac Tchad ont bénéficié de 11% des fonds, tandis que le reste a été dirigé vers la liste des critères pour l'évaluation du genre au Cameroun développée par le GWPO dans le cadre de son programme d'appui à l'ODD 6.

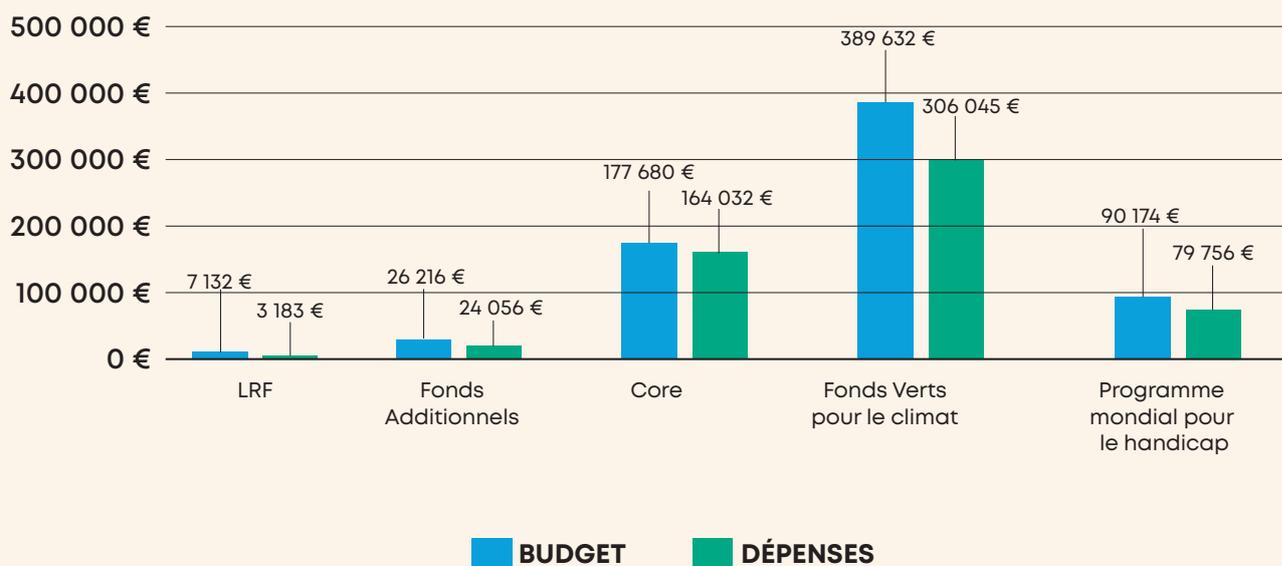
Aucun budget n'a été approuvé pour le WACDEP-G (régional et national) en 2023. Cependant, des dépenses de 66 640 EUR ont été enregistrées, principalement pour le maintien du personnel et l'achèvement de certains processus entamés en 2022.

En ce qui concerne les programmes, nous en étions à la deuxième année de mise en œuvre du Programme mondial de leadership dans le domaine de l'eau. Le budget approuvé pour 2023 (90 174 EUR) représentait 13 % du budget et était axé sur les activités en République centrafricaine. Un taux de dépenses de 88 % a été atteint au cours de l'année.

Le programme de préparation du Fonds vert pour le climat a également poursuivi ses activités en République centrafricaine. Initialement prévu pour se terminer en décembre 2023, le programme a représenté 56% du budget et a enregistré un taux de décaissement de 79%, dont 45% en engagements, et achèvera ses activités en juin 2024 grâce à une extension sans coût reçue du Fonds vert pour le climat (FVC).

Avec une dépense totale de 577 072 euros, le GWP-CAF a enregistré un taux de dépenses de 84 % pour l'année 2023, contre un taux de dépenses de 99 % en 2022.

SITUATION FINANCIÈRE



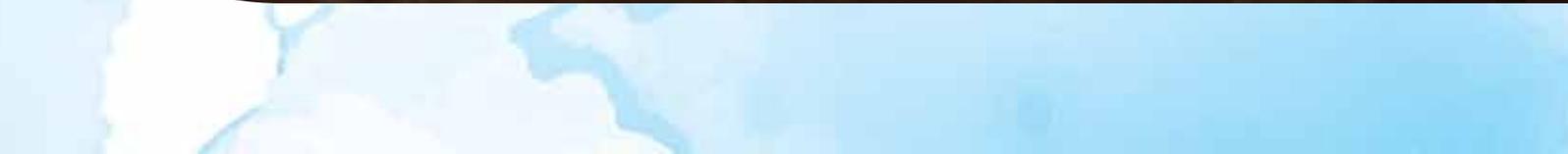
REMERCIEMENTS

Le GWP-CAf est reconnaissant envers les partenaires dont les contributions financières et techniques nous ont permis de mettre en œuvre nos activités en 2023.





Global Water
Partnership
Central Africa





**Global Water
Partnership**
Central Africa

Publié en 2024 par Global Water Partnership Central Africa (GWP-CAf)

Global Water Partnership – Central Africa (GWP-CAf)
Bastos 6776, Yaoundé, Cameroun, Derrière Usine Bastos

Email secretariat@gwpcaf.org

Discover iwrmaactionhub.org/

-  **Global Water Partnership - Central Africa**
-  **Global Water Partnership-Central Africa (GWP-CAf)**
-  **GWP Central Africa**
-  **Global Water Partnership, Central Africa (GWP-CAf)**

www.gwpcaf.org